

Une reprise tirée par l'investissement

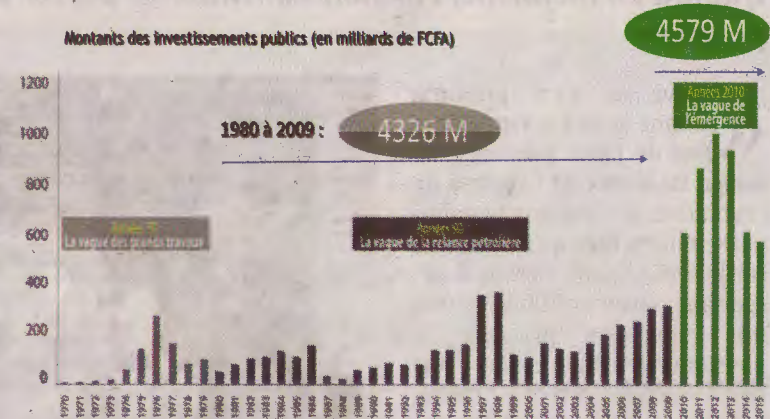
Indexée à une moyenne de 5,7% entre 2010 et 2015, la croissance de l'économie gabonaise a profité d'un effort d'investissement inédit dans l'histoire du Gabon.

Entre 2010-2015, et ce pour la première fois dans l'histoire économique du Gabon, la croissance de l'économie gabonaise s'est émancipée de celle de la production du pétrole. Depuis 1960, il y a toujours eu une forte corrélation entre les deux indicateurs macro-économiques, la première demeurant rigoureusement captive de la seconde. Mais entre 2010-2015, et malgré une baisse de 2% en moyenne de la production pétrolière du pays, le Gabon a eu une croissance moyenne de 5,7%. Et même quand les prix du pétrole ont fortement chuté, en 2014 et 2015, le pays n'est pas entré en récession : malgré 1455 milliards FCFA de pertes de revenus pétroliers par rapport à 2010, l'économie a créé globalement plus de richesses en 2015 qu'en 2010. C'est un exploit sans équivalent dans l'histoire du Gabon. La crampe économique consécutive à la contraction des revenus pétroliers s'est certes fait ressentir jusque dans le

quotidien des populations, mais la situation aurait pu être pire si le gouvernement, anticipant sur cette conjoncture, n'avait pas pris des mesures énergiques pour délier la croissance de l'économie nationale de celle du secteur pétrolier. Si le pays a donc continué de produire plus, c'est logiquement grâce au renfort et même au surdynamisme de plusieurs autres filières : bois, mines, agriculture, agro-industrie, services, BTP... Et si ces secteurs, naguère peu performants, ont pu se transformer en un délai aussi court en nouveaux moteurs de la croissance économique du Gabon, s'est parce que, comme jamais, ils ont bénéficié d'une attention historique de la part de l'Etat et de ses partenaires privés. Et on met là, le doigt sur la force matricielle et l'énergie créatrice de la relance économique du Gabon : l'investissement public et privé, qui a atteint, au cours des six dernières années, un niveau historique.

Entre 2010 et 2015, l'Etat gabonais a investi plus de 4579 milliards de FCFA dans l'économie nationale. C'est plus que le montant cumulé des investissements publics entre 1980 et 2009. En 6 ans, l'Etat a fait, en matière d'investissement dans l'économie du pays, plus qu'en 30 ans ! Conséquence heureuse d'un changement de mentalité chez les décideurs publics, dans la manière d'utiliser l'argent public, et notamment les ressources provenant de la manne pétrolière. L'argent de la rente pétrolière a en effet servi, en grande partie, à investir dans les infrastructures et l'outil productif. Auparavant, l'investissement représentait moins de 25% des recettes pétrolières. En accord avec les engagements pris dans le cadre du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), les autorités gabonaises ont consacré, comme en 2010, jusqu'à 75% de la rente pétrolière à l'investissement. Autre bonne nouvelle : l'Etat

Les investissements publics depuis 2010 sont supérieurs aux investissements cumulés des 30 années précédentes.



n'a pas été le seul à investir. Culminant à 4561 milliards FCFA, l'investissement public ne représente en effet que le tiers de l'investissement global dans l'économie entre 2009 et 2014, qui se monte à 12616 milliards de francs CFA. L'investissement du secteur privé hors pétrole, par exemple, a même plus que doublé entre 2009 et 2014, pour atteindre 3579 milliards FCFA. C'est donc cet effort inédit d'investissement qui porte la nouvelle dynamique de croissance du Gabon. Bonne nouvelle encore, cette croissance multi-source a été

plus inclusive et donc plus bénéfique au pays, notamment en termes d'emplois. Car ces filières ont généré beaucoup plus d'emplois pour les nationaux. Ainsi, le pays a créé quatre fois plus d'emplois entre 2009 et 2014 qu'entre 2005 et 2009. Si sur la période précédente, le secteur privé avait détruit 3000 emplois, au cours des cinq dernières années, il est parvenu à créer 24 000 emplois. Tirant leçon de ces statistiques, le gouvernement a décidé de poursuivre en les intensifiant, ses efforts en faveur de l'investissement. ■